

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°08/2024

L'Université de M'sila lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Acquisition, installation et mise en marche d'équipements pour la plateforme technologique développement de technologie avancées en mécatronique du centre de recherche en Technologies Industrielles CRTI, au profit de l'Université de M'sila En trois (03) lots

Lot 01	Usinage Numérique
Lot 02	Métrologie et instruments de mesure
Lot 03	Mécanique conventionnel

Cet appel d'offre s'adresse aux candidats et soumissionnaires justifiant :

1- Capacités professionnelles : Fabricants, intégrateurs ou représentants officiels des firmes mères ayant des attestations justifiant leur représentativité dans le domaine des équipements scientifiques.

2- Capacités techniques : ayant réalisé des marchés ou contrats, justifiés par, au moins, une (01) attestation de bonne exécution établies par des maîtres d'ouvrage publics dans le domaine des équipements scientifiques durant les 10 dernières années, d'un montant supérieur ou égal à trente millions (30.000.000) de dinars.

3- Capacités financières : La condition d'éligibilité relative aux capacités financières du soumissionnaire est vérifiée sur la base du chiffre d'affaires moyen des meilleurs trois (03) années réalisés sur les six (06) dernières années et du nombre de lots pour lesquels une offre est présentée :

-Soumission pour 01 lot : CA moyen minimal exigé = 20.000.000

-Soumission pour 02 lots : CA moyen minimal exigé = 40.000.000

-Soumission pour 03 lots : CA moyen minimal exigé = 60.000.000

Les candidats intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. L'évaluation se fera par lot.

Le présent cahier des charges doit être directement retiré du site électronique officiel de l'université Mohamed Boudiaf de M'sila (www.univ-msila.dz) ou bien de celui du vice rectorat de l'orientation et de la prospective (www.univ-msila.dz/vrpd)

Remarque :

Après retrait du cahier des charges, les soumissionnaires sont appelés à se présenter obligatoirement au vice rectorat de l'orientation et de la prospective (bureau 41) afin de compléter manuellement leurs procédures sur le registre des retrait (signature et cachet). Dans le cas contraire, leurs offres considérées alors comme nulles, ne seront pas traitées. Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière comme suite :

I) DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Déclaration de candidature ; remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire (une seule déclaration pour tous les lots), selon le modèle joint en annexe du cahier des charges.
- Déclaration de probité ; remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire (une seule déclaration pour tous les lots), selon le modèle joint en annexe du cahier des charges.
- Statuts pour les sociétés.
- Copie de la carte d'identification fiscale (NIF).
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Extrait du casier judiciaire de la personne engageant l'entreprise.
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux délivrée par le Centre National du Registre du Commerce.
- Pièces fiscales et parafiscales certifiées conformes devant constater la mise à jour des redevances ou cotisations, pour les sociétés de droit algérien (Extrait de rôle, mise à jour CASNOS et CNAS).
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires :

A/ Capacités professionnelles : Registre de commerce et attestation de représentativité s'il y a lieu.

B/ Capacités financières : Bilans financiers (visés par les services des impôts) des six (06) dernières années, et attestation de solvabilité, établie après la publication de l'avis d'appel d'offres, délivrée par une banque de droit algérien.

C/ Capacités techniques : au moins, une (01) attestation de bonne exécution établies par des maîtres d'ouvrage publics dans le domaine des équipements scientifiques durant les 10 dernières années, d'un montant supérieur ou égal à trente millions (30.000.000) de dinars.

II) OFFRE TECHNIQUE :

1/Le présent cahier des charges comprenant :

- Les instructions aux soumissionnaires, signé, daté et cacheté portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté ».
- Le Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S.) signé, daté et cacheté, sans mentionner le montant de l'offre, portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté ».
- Le Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C.) signé, daté et cacheté, portant, à la fin de chaque lot pour lequel une offre sera soumise, la mention manuscrite « Lu et accepté ».

2/La déclaration à souscrire pour chaque lot ; datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du cahier des charges.

3/Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, à savoir :

- La liste des moyens humains (Personnel technique, Ingénieurs et/ou Techniciens justifiés par les attestations de mise à jour CNAS et/ou CASNOS en cours d'validité le jour d'ouverture + diplômes.
- Le mémoire technique justificatif : comprenant la qualité et les moyens humains du soumissionnaire, le délai de livraison, la durée de garantie et le service après-vente pour chaque lot, conformément à l'annexe du cahier des charges.
- Les spécifications techniques détaillées (catalogues ou fiches techniques) de produits proposés conformément au Cahier des spécifications techniques doivent être anonymes.
- Eventuellement, le certificat de conformité aux normes internationales des produits proposés.
- L'engagement concernant la garantie, le service après-vente et la disponibilité de pièces de rechange.
- Le planning de livraison, de pose et de mise en service des équipements, pour chaque lot, renseigné, daté et signé.
- Une caution de soumission, émise par une banque de droit algérien ou par la Caisse de Garantie des Marchés Publics, supérieure à un pour cent (1 %) du montant de l'offre, lorsque le montant de celle-ci, tous lots confondus, dépasse Trois Cents Millions de Dinars Algériens (300.000.000 DA).

III) OFFRE FINANCIERE :

- Lettre de soumission renseignée, datée et signée pour chaque lot, selon le modèle joint en annexe du cahier des charges.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) renseigné, daté et signé.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) renseigné, daté et signé.
- Le tableau récapitulatif des lots, renseigné, daté et signé.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature : « offre technique » ou « offre financière ». Ces 3 enveloppes sont insérées dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

Monsieur le recteur de l'université Mohamed BOUDIAF de M'sila

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offres n°/..... - Acquisition, installation et mise en marche d'équipements pour la plateforme technologique développement de technologie avancées en mécatronique du centre de recherche en Technologies Industrielles CRTI, au profit de l'Université de M'sila ».

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans la presse.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h au niveau du : **Vice-Rectorat du développement, de la prospective et de l'Orientation. Université Mohamed Boudiaf de M'sila. Tel : 035.13.38.54**

Dans le cas où ce jour coïncide avec un jour de repos légal, la date limite est prorogée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique en présence des candidats ou soumissionnaires ou leurs représentants, le même jour de dépôt des offres à 12h, au niveau de la Salle de la réunion. Rectorat de l'Université Mohamed Boudiaf de M'sila. Route de BBA.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de validité des offres égal à la durée de préparation des offres augmentée de quatre-vingt dix jours.